Révoltes de lycéens, révoltes d'adolescents au XIX^e siècle

Agnès Thiercé

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/842>
DOI : 10.4000/histoire-education.842
ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001
Pagination : 95-120
ISBN : 2-7342-0868-7
ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Agnès Thiercé, « Révoltes de lycéens, révoltes d'adolescents au XIX^e siècle », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 89 | 2001, mis en ligne le 13 janvier 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/842> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.842>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

Révoltes de lycéens, révoltes d'adolescents au XIX^e siècle

Agnès Thiercé

- 1 Plus de deux cents mutineries d'élèves secouent les collèges et les lycées du XIX^e siècle. L'âge des mutins participe largement de leur intérêt, même si, des débordements de la jeunesse athénienne menée par Alcibiade¹ aux violences estudiantines... des huit derniers siècles², en passant par celles des abbayes de jeunesse sous l'Ancien Régime³, l'histoire multiplie les exemples de désordres de jeunes. Le XIX^e siècle n'en bénéficie pas moins d'un regard particulier, consacré « inventeur » du conflit de génération et de la jeunesse comme force révolutionnaire, après sa participation à la Révolution de 1789.
- 2 Dans ce cadre chronologique et par-delà la récurrence remarquable de certains thèmes dans les discours sur la jeunesse – son association à la révolte, au malaise, au désespoir, au pessimisme, au scepticisme, au désenchantement, traverse le siècle⁴ –, contemporains et historiens pointent des spécificités générationnelles : pour la jeunesse romantique, la passion et l'audace domineraient⁵ ; celle du Second Empire, répudiant ces élans pour vanter le réalisme⁶, serait dépourvue de « ce noble feu, cette généreuse insouciance », regrette un observateur en 1863⁷. De même, les universitaires jugent alors les élèves de l'enseignement secondaire trop pressés, ambitieux, terre à terre et intéressés⁸. Et le Second Empire apparaît effectivement comme une période de calme chez les étudiants⁹ comme chez les lycéens, après l'agitation des établissements secondaires sous la Révolution et la monarchie de Juillet (avec une cinquantaine de mutineries) et avant la flambée insurrectionnelle des années 1870-1880 (avec plus de cent révoltes ; voir la chronologie), elle-même suivie d'un nouveau retour au calme¹⁰.
- 3 Cette discontinuité chronologique reflète bien évidemment les évolutions pédagogiques, témoin les conséquences des réformes du régime disciplinaire dans les années 1890-1900, nous y reviendrons. Elle s'inscrit également dans le contexte politique : ainsi, l'immobilisme du régime scolaire au lendemain de l'installation de la Troisième République, son anachronisme croissant, expliquent en partie la vague de révoltes lycéennes au cours des deux décennies qui suivent son installation, tandis que la stabilité politique et sociale du Second Empire offrirait trop peu de prise à l'agitation.

Enfin, la fréquente concordance avec les mouvements étudiants invite à une réflexion en terme de génération. Les désordres lycéens sont-ils une simple manifestation du malaise de la jeunesse, si abondamment décrit en ce XIX^e siècle ?

- 4 Fondamentalement, le statut des acteurs de nos révoltes ne permet pas de réduire, d'apparenter complètement celles-ci à des désordres juvéniles, mais bien de les distinguer comme des révoltes d'adolescents. Et ce, à double titre : d'une part, parce qu'elles sont déterminantes dans la construction notionnelle de cet âge et l'affirmation des adolescents ; d'autre part, et dans le même temps, parce que ces mouvements sont indissociables de l'image critique de l'adolescence et des principes disciplinaires et pédagogiques de contrainte et de suspicion qu'elle motive au sein des établissements secondaires. Répondent ainsi aux inquiétudes que suscitent l'âge adolescent et sa sociabilité, toujours préjugés dangereux pour l'ordre moral et disciplinaire : une discipline infantilissante ; la surveillance de chaque espace-temps ; l'isolement des autres – méfiance envers chaque individu et envers toute manifestation de sociabilité, témoin la prohibition des amitiés à deux, toujours suspectes d'être « particulières », comme des rapprochements plus nombreux, toujours préjugés porteurs de désordres moraux ou sociaux – et isolement du monde. L'internat n'est certes pas une généralité puisqu'il concerne 63,7 % des élèves en 1809, 53,3 % en 1865 ; mais il demeure la norme, et l'inquiétude quant aux influences néfastes de « l'extérieur », du « dehors » (la rue, la presse, les événements politiques ou encore l'externe) est omniprésente. Et certains ne manquent pas de comparer les établissements secondaires avec d'autres espaces clos : couvent, caserne, prison¹¹. C'est contre les conditions qui traduisent ce statut que les lycéens s'insurgent et c'est face aux adultes qu'ils s'affirment de manière groupale. En créant son adolescence, le XIX^e siècle crée ses adolescents en révolte. Et, comme l'adolescence n'existe pas alors sans l'idée de crise, sans le sentiment d'un danger, et/ou d'un enjeu¹², les adolescents se manifestent et s'affirment pour beaucoup par leurs désordres.

I. Révoltes d'adolescents, révoltes d'adolescence

- 5 Affirmer que les révoltes lycéennes sont le fait de jeunes gens mus par la crise de l'adolescence dépasse le travail de l'historien. Il s'agit ici d'apprécier leur lien avec le statut réservé à cet âge, et de saisir la place de la révolte dans les discours sur l'adolescence et la spécificité de ces désordres.
- 6 Dès les premières lignes du livre IV d'*Émile*, consacré à l'adolescence, Jean-Jacques Rousseau mettait en avant l'indiscipline propre à cet âge : « Un changement dans l'humeur, des emportements fréquents, une continuelle agitation d'esprit, rendent l'enfant presque indisciplinable. Il devient sourd à la voix qui le rendait docile ; c'est un lion dans sa fièvre ; il méconnaît son guide, il ne veut plus être gouverné¹³ ». Les passions naissantes déclenchent une fermentation et un bouillonnement difficiles à maintenir dans les bornes de l'ordre.
- 7 Le XIX^e siècle reprend et enrichit cette représentation. L'adolescence est décrite comme un entre-deux âges, *bâtard* et délicat à diriger. En 1850, l'abbé Collard évoque ainsi l'adolescent « qui tient de l'enfant la mobilité, mais dont l'amour propre copie déjà les allures de ses aînés, qui aspire à être homme ; il essaie ses forces et soupire après l'indépendance ; l'opposition s'organise et prélude à des résistances. Trop jeune de sens pour se rendre à un raisonnement, trop avancé pour suivre machinalement les

premières habitudes et marcher dans le sentier du bien sans essayer des routes nouvelles ; c'est l'âge le plus difficile, le plus critique »¹⁴. Même constat un demi-siècle plus tard chez le professeur de lycée Ferdinand Gache : « Danger plus grave : la 4^e et la 3^e sont les classes les plus difficiles à tenir ; les écoliers ne sont plus des garçonnets, ne sont pas des jeunes gens ; c'est le moment où maîtres et parents ont le plus de peine à diriger, à obtenir l'obéissance »¹⁵. L'idée d'une surabondance de vitalité et d'énergie durant l'adolescence, prête à exploser et propice aux manifestations insurrectionnelles et violentes, perdure pendant tout le siècle.

- 8 L'indiscipline et l'esprit d'indépendance sont associés à la révolution organique puis psychologique de l'adolescence qui apporte vigueur, ardeur, fougue. L'adolescence « correspond à une période de *turgescence* pendant laquelle les fonctions s'accomplissent avec un surcroît d'activité. [...] C'est l'âge des révoltes contre les censeurs, des insultes vivement ressenties, des sévérités extrêmes pour les défauts d'autrui, de l'insolence avec les adversaires, des solutions les plus définitives dans les questions les plus ardues. C'est aussi l'âge de la générosité et du désintéressement, de la compassion pour le malheur des autres, de l'égalité à outrance, surtout avec les supérieurs, des révoltes contre le pouvoir jugé tyrannique¹⁶ », écrit encore le docteur Maurice Boigey en 1914. À la même date, l'essayiste Paul Gaultier affirme, tout aussi péremptoire : « L'insubordination est son état habituel¹⁷ ». L'appétit sexuel naissant dégénère fréquemment en appétit destructif, dira Antonio Marro, notamment à propos de la criminalité adolescente¹⁸.
- 9 La volonté de s'émanciper intellectuellement apparaît également à l'adolescence. Aussi le pédagogue Henri Gras affirme-t-il qu'il faut alors se défier des académies de collège ou autres sociétés de discussion dans les établissements, qui favorisent un affranchissement de l'esprit trop précoce¹⁹. Plus tard, Pierre Mendousse, premier psycho-pédagogue de l'adolescence en France, met en avant le goût pour les idées s'affirmant à l'adolescence, la « manie raisonnante », ferment d'indépendance et germe de tension car, « raisonneur, l'adolescent n'est pas raisonnable »²⁰.
- 10 Dans le cadre de l'affirmation, constante au XIX^e siècle, de l'autorité affaiblie – qu'elle soit scolaire ou paternelle –, l'âge adolescent tient une large place. Les écrits sur la famille développent le thème de l'insubordination des fils à cet âge ; les observateurs sociaux déplorent plus généralement celle de la jeunesse. Les révoltes scolaires mettent en scène des lycéens s'opposant à l'autorité scolaire mais aussi à l'autorité religieuse. Paternelle, scolaire, religieuse : la diversité des autorités contestées rencontre et alimente l'image d'un âge de révolte chez les contemporains.
- 11 Faut-il pour autant envisager les révoltes de lycéens comme des révoltes propres à l'âge adolescent ? Cela suppose soit d'adhérer à la représentation d'un âge propice au rejet des autorités, soit d'interpréter ces oppositions multiples comme le refus des adolescents de leur statut dans le lycée ou dans la famille. La seconde affirmation ne fait guère de doute.
- 12 Les psychologues du XX^e siècle ne sont pas unanimes en ce qui concerne le premier point. Maurice Debesse décrit l'adolescence comme l'âge de toutes les révoltes tandis que Jean Boucharlat et René Fau nient l'existence d'un esprit de révolte inhérent à cet âge, affirmant qu'il se caractérise par le besoin d'insertion et d'expression, éventuellement agressive, dans un groupe²¹. Le groupe est ici la finalité première. Pour les observateurs de la seconde moitié du XIX^e siècle, il naît du caractère frondeur des adolescents confrontés au système disciplinaire, de la volonté de s'opposer à l'autorité

scolaire. Reste que le groupe adolescent se constitue face aux adultes, pour s'y opposer ou s'en distinguer. En ce sens, les révoltes lycéennes sont des révoltes d'adolescents.

- 13 Par ailleurs, sociologues et démographes expliquent les mutineries adolescentes par la minorité prolongée imposée aux jeunes gens, l'impatience générée par l'écart croissant entre l'époque de la maturité physique et celle de la maturité sociale²². Or, sans ce décalage, l'adolescence, telle qu'elle apparaît à la fin du XVIII^e siècle, n'existe pas. L'allongement de la jeunesse et l'émergence d'un nouvel âge au sein de celle-ci en dépendent largement. La révolte appartient dès lors à l'âge adolescent.
- 14 Outre ce « décalage », outre ce temps de transition entre deux maturités, il faut mettre en cause le statut réservé aux individus lors de ce temps et, là encore, l'attente imposée aux adolescents. Quelques observateurs du XIX^e siècle dénoncent d'ailleurs dans leur infantilisation la cause des mutineries. Et force est de constater que le régime disciplinaire est l'objet majeur des révoltes lycéennes. En ce sens encore, elles sont des révoltes d'adolescents.

Le groupe adolescent. Solidarité et *contagion*

- 15 Deux éléments ressortent aux mutineries, par leur fréquence et par leur signification dans la constitution et la manifestation du groupe des lycéens face à l'autorité scolaire, des adolescents face aux adultes : la solidarité, c'est-à-dire une réaction de soutien collectif à une sanction touchant un ou plusieurs élèves au sein de l'établissement, et la *contagion*, terme par lequel les responsables pédagogiques désignent la propagation des désordres d'un lycée à d'autres.
- 16 La solidarité est à l'origine de nombre de désordres²³. La plupart démarrent sous la forme de chahuts avant de devenir véritablement révoltes, les premières sanctions tendant le plus souvent à exacerber le mécontentement et la résistance. Au lycée Saint-Louis, en mars 1865, les camarades de trois élèves de mathématiques spéciales mis aux arrêts manifestent leur mécontentement par des refus d'obéissance. À Vesoul, le 31 janvier 1870, suite au renvoi d'un élève, le premier quartier change d'itinéraire lors de la promenade, restant sourd aux injonctions du maître. À Auch, en février 1870 ou encore à Limoges, en novembre 1872, la solidarité avec un élève puni se manifeste par des barricades, avec dans le premier cas des coups portés au maître.
- 17 Détonateur, la solidarité est aussi un des moteurs de la mutinerie. Le proviseur du lycée d'Angoulême rend ainsi compte de la barricade de ses élèves le 14 mars 1870 et de son intervention : « Il y avait trois quarts d'heure que j'étais au milieu de ces quarante-six jeunes gens. J'affirme que la grande majorité était retenue au dortoir par cette solidarité que les élèves poussent à l'extrême²⁴ ». Il est vrai que le sentiment de solidarité tend à exacerber les désordres. Ainsi à Lille, en février 1870, un refus d'obéissance, première manifestation de la révolte, ayant entraîné le renvoi de sept élèves, les autres réclament la même peine ou l'impunité pour tous : le proviseur licencie²⁵ les divisions des grands. La revendication d'être unis dans le même sort, dans la même condamnation, est fréquente : à Aix, en novembre 1882, pour protester contre l'exclusion de deux élèves, vingt-deux rhétoriciens s'échappent du collège et adressent deux lettres au proviseur : dans la première, ils expriment leurs regrets et dénoncent l'un d'eux comme le chef du complot ; dans la seconde, ils exigent la « réintégration générale ou l'exclusion complète » et le renvoi du sous-principal « despotique » sous peine de révéler à la presse la violation de leurs droits²⁶. Cette solidarité est pour partie

au moins l'affirmation d'une responsabilité entière dans les événements, la négation de l'idée infantilissante de meneurs. Elle relève aussi d'une communauté d'âge et de statut.

- 18 De même, la *contagion* des désordres trouve sa source dans le sentiment d'union des élèves et dans l'identité de leur situation. Deux grandes *épidémies* secouent les lycées du XIX^e siècle. En 1819, après Louis-le-Grand, les collèges de Rennes, Nantes, Charlemagne à Paris, ceux de Pontivy, Poitiers, Amiens, Toulouse entrent en révolte. En 1870, la vague insurrectionnelle touche une trentaine de lycées.
- 19 L'extension de ces troubles n'est pas sans inquiéter les autorités universitaires, témoin la lettre du ministre de l'Intérieur au préfet d'Ille-et-Vilaine le 13 février 1819 : « Il n'est guère d'époques où, de loin en loin, l'on n'ait à réprimer quelques insurrections d'écoliers mais, lorsqu'au même moment, sur divers points du royaume et à des distances si éloignées, l'on voit éclater les mêmes dispositions à la révolte ; lorsque, partout, se retrouvent les mêmes symptômes et les mêmes prétextes, il serait bien difficile de croire que cette coïncidence et cette simultanéité de mouvements fussent l'effet d'un simple hasard ou même d'une tendance générale des esprits. L'administration, en pareil cas, ne doit point borner ses regards à la surface des choses. Assurément, il n'est point de collège qui ne renferme quelques têtes faciles à exalter, et si l'on réfléchit aux caractères uniformes de tant d'émeutes arrivées dans un si court espace de temps, on peut raisonnablement présumer que les élèves de Rennes, comme de la Flèche, de Louis-le-Grand, de Nantes, de Périgueux, ont été entraînés par des suggestions, venues du dehors, et liées à un système d'agitation dont il existe tant d'exemples²⁷. »
- 20 En 1870, si les excitations extérieures, en particulier celles de la presse²⁸, sont mises en cause et bien que l'origine première des insurrections soit politique – la mort du journaliste républicain Victor Noir abattu par le prince Pierre Bonaparte –, l'idée d'un complot n'est pas avancée. Paradoxalement, en 1870, le caractère épidémique des révoltes tend à en diminuer la gravité aux yeux des autorités universitaires : loin d'envisager un malaise général, nombre de rapports assimilent la contagion à une imitation puérile, à une *gaminerie*.

II. Troubles lycéens

- 21 Désordres, révoltes, mutineries, insurrections, soulèvements, rébellions, troubles, affaires disciplinaires, émeutes, échauffourées : la désignation des événements est plurielle, souvent fonction de l'auteur et du destinataire, du souci de rassurer, voire d'étouffer, ou, au contraire, d'attiser et de dramatiser, tout autant que de leur nature. Les désordres évoqués ici sont collectifs et ne sont pas simples chahuts²⁹. Sans doute, le risque d'en exagérer ou, au contraire, d'en minimiser le poids existe, tant la lecture de l'événement dépend de l'importance que les contemporains lui accordèrent. Les rapports des autorités universitaires, parfois policières et judiciaires, les lettres de parents, également la presse et les ouvrages de pédagogues et autres observateurs sociaux constituent l'essentiel de notre corpus, bien plus abondamment que les récits et écrits d'élèves – lettres au proviseur, au recteur ou même au ministre, interventions dans la presse générale, journaux, pétitions et manifestes lycéens, dont la production suppose une organisation qui n'est pas de tous ces désordres –, sources sans doute tout aussi partiales, mais où les revendications et motivations des mutins s'expriment clairement. L'analyse des révoltes passe donc pour l'essentiel par les représentations

des adultes, appartenant souvent aux autorités scolaires, souvent aussi cible des mutins. À cet égard, les lieux et modes d'action des rébellions lycéennes révèlent sans doute autant, au moins autrement, à l'historien que les commentaires des contemporains.

1. Typologie des révoltes

- 22 La cour et le dortoir sont à l'évidence les deux grandes scènes de la révolte : la première parce qu'elle est l'espace de la parole et du mouvement échappant en partie au contrôle ; le second, parce qu'il offre la protection de l'obscurité, sauf lorsque les mutins négligent d'éteindre les quinquets. La promenade est l'autre espace-temps privilégié de la révolte – pour les mêmes raisons que la récréation et parce qu'elle ouvre la possibilité de la fuite. Au sein du réfectoire, les désordres restent toujours dans des limites « raisonnables » : murmures le plus souvent – lesquels sont considérés tour à tour comme des « symptômes » ou comme des manifestations de révolte –, refus de manger, trépignements. Enfin, la salle d'études et plus encore celle de cours sont rarement la scène des troubles... comme les professeurs et les programmes en sont rarement l'objet.
- 23 La rupture du silence tient le premier rang des modes contestataires. Elle intervient entre autres manifestations dans près de la moitié des désordres : murmures, bourdonnements pendant les repas ou dans les mouvements ; cris, sifflets, vociférations, quelquefois injures et menaces ; chants, avec un répertoire restreint le plus souvent à connotation politique : la Marseillaise³⁰, l'Artilleur, l'Air des Champions. Les refus d'obéissance collectifs viennent ensuite : refus de se soumettre à une injonction du maître, de se ranger, de rentrer en classe, de manger au réfectoire, parfois de composer un devoir... Enfin, autre grand mode de rébellion, à la fois témoignage d'une aspiration à la liberté et transgression disciplinaire, les fuites depuis le lycée ou lors des sorties, les changements d'itinéraire pendant la promenade. Un quart des révoltes se manifeste par une transgression des règles régissant l'espace disciplinaire et par l'appropriation de celui-ci : barricades, le plus souvent dans les dortoirs, passage de son espace – sa cour, son dortoir, son étude – à un autre, tentative de regroupement avec les élèves d'autres divisions, « mauvaise circulation »³¹ ou promenade en « rangs serrés ». Un cinquième environ des révoltes sont violentes : maîtres frappés, mobiliers brisés... En revanche, au cours d'une révolte sur dix à peu près, les mutins expriment leurs revendications dans une lettre ou une circulaire. Formulées « à chaud », les exigences sont le plus souvent ponctuelles : retour des exclus, amnistie ou punition générales, renvoi d'un ou de plusieurs maîtres. Quelques pétitions, souvent envoyées à la presse, échappent à ces limites.
- 24 Autre point de cette brève typologie, les lycéens se manifestent plus volontiers durant les mois de décembre à mars. Sans doute, le règlement d'hiver des établissements, avec en particulier des récréations plus courtes, peut-il expliquer en partie ce calendrier. Plus certainement, la discipline pèse-t-elle davantage aux élèves en milieu d'année scolaire. Car les révoltes lycéennes sont avant tout révoltes disciplinaires.

2. Révoltes disciplinaires

- 25 Le rejet d'une sanction, et plus encore de celui qui est chargé de maintenir l'ordre, est l'objet prépondérant de la révolte. Le surveillant, figure omniprésente de l'autorité disciplinaire, est la première cible des désordres lycéens – qui confirment ainsi l'opinion fréquemment exprimée de la haine ou du mépris que ce personnage inspire – et, dans une moindre mesure, le surveillant général, le censeur et le proviseur.
- 26 L'arrivée d'un maître, d'un censeur ou d'un proviseur est une cause fréquente de désordres : parce qu'ils sont moins indulgents que leurs prédécesseurs, parce qu'ils veulent s'imposer ou relever une discipline jugée jusque-là trop laxiste. Les derniers jours du proviseur s'avèrent critiques : « Plus d'un, pensant qu'un chef ne voudra pas, à la dernière heure, se montrer exigeant, se montre lui-même moins scrupuleux, quelquefois même un peu négligeant³² », écrit le proviseur du lycée de Tarbes le 25 mai 1870. L'administration rejoint quelques rares fois les élèves dans leur jugement sur l'exercice de l'autorité : en janvier 1873, à Nice, le recteur déplore la « raideur » du censeur ; en janvier 1877, celui de l'académie de Rennes relève lui aussi la rigidité excessive de la discipline au lycée de Saint-Brieuc. Au lycée de Montpellier, le 9 mai 1875, seize élèves prennent la fuite au cours de la promenade pour manifester leur mécontentement de « la discipline un peu brutale » de leur maître dont l'inspecteur d'académie reconnaît effectivement le manque de tact³³. Mais plus souvent, les supérieurs hiérarchiques mettent en cause la faiblesse de l'autorité.
- 27 Les mesures vexatoires sont un autre détonateur important, et particulièrement les fouilles. Le 13 février 1852, la première division du lycée Louis-le-Grand se rebelle à la suite de la fouille des placards : dans la cour de récréation, les élèves crient, se promènent en rangs serrés ; quelques-uns sont mis aux arrêts, les autres réclament l'amnistie générale et refusent d'obéir. Le proviseur, dont l'inflexibilité dramatise l'événement, sollicite l'intervention de la gendarmerie. À la suite de celle-ci, la division est licenciée puis 41 élèves sont exclus dont 15 définitivement de tous les lycées de France. C'est encore à la suite d'une fouille que les élèves de philosophie et de rhétorique du lycée de Nice se révoltent du 10 au 14 janvier 1873, écrivant au proviseur qu'ils étaient « depuis plusieurs années habitués à être traités par l'administration du lycée en jeunes gens et non plus en enfants. Nous avons espéré, poursuivent-ils, que les perquisitions aujourd'hui inutiles seraient supprimées. Nous protestons contre la visite domiciliaire de M. le Censeur. Il ne valait pas la peine de faire ouvrir vingt boîtes pour confisquer deux saucissons et une bouteille vide [...]»³⁴.
- 28 Ailleurs le sentiment d'humiliation échappe à ces démonstrations brutales mais n'est pas moindre. En janvier 1877, les nouveaux élèves de Mathématiques spéciales du lycée Saint-Louis refusent d'être traités « comme des bébés », en novembre 1874, les élèves de la première étude du lycée de Chambéry « comme des chiens ». Ces derniers dénoncent dans une lettre au proviseur l'attitude irrespectueuse à leur égard du maître-suppléant. Le recteur de Dijon les rejoint dans leur jugement, reprochant au maître « sa grossièreté : nos lycées doivent être des maisons d'éducation polie ; les habitudes, les propos de caserne n'y sont pas de mise. M. Bauzail, ancien soldat, a gardé la rudesse de sa profession [...]. Il fréquente aussi, me dit-on, les cafés [...]. J'adresse à ce fonctionnaire un avertissement sévère³⁵ ». Mais le maître bénéficie de l'appui du proviseur et du censeur, qui lui reconnaissent du « zèle et de l'aptitude à la

surveillance ». Aussi, après une fugue collective lors de la promenade, les sanctions touchent-elles les élèves seuls.

- 29 La violence envers les surveillants exprime davantage qu'un rejet ponctuel de telle ou telle sanction. Elle met en scène la force solidaire des élèves face à l'autorité et traduit plus d'une fois un sentiment de haine de leur part. Elle se manifeste le plus souvent dans le dortoir, à la faveur de l'obscurité et profitant de la solitude du maître. À Bastia, dans la nuit du 15 au 16 novembre 1874, la première division cherche à étrangler son maître et l'assaille à coups de chaises³⁶ ! Le recteur reste persuadé que les élèves ont voulu le tuer. En février 1880, il suppose le même projet... chez les élèves du même établissement. À Auch, le 14 février 1870, les lycéens de la première division, réagissant semble-t-il au renvoi d'un des leurs, se livrent à une expédition punitive, se ruant sur un maître en salle d'étude et lui portant des coups violents avec des morceaux de bois. « Cette exécution terminée, sans que les efforts des maîtres présents aient pu l'empêcher ou en modérer la violence, les élèves du premier quartier sont rentrés dans leur étude et l'ordre n'a plus été troublé. »³⁷
- 30 Les déceptions et frustrations quant aux sorties ou congés suscitent plusieurs révoltes, plus nombreuses dans la première moitié du siècle où la durée des vacances est restreinte, par les statuts de 1814 et 1821, à six semaines, les sorties limitées à une par mois l'hiver, deux l'été³⁸. Pourtant, en février 1870 encore, à Sainte-Barbe, les élèves réagissent à la rigueur accrue des modalités de contrôle des sorties et à la méfiance humiliante qui les sous-tend. Face aux fraudes dans l'inscription des heures de départ et de sortie – les jours de sortie, les élèves doivent remplir une « feuille de sortie » avec indication de l'heure de départ du collège, le correspondant ou le membre de la famille devant inscrire l'heure d'arrivée de l'élève au domicile –, le directeur prend en effet des mesures de surveillance nouvelles. À la rentrée du soir, sur la place du Panthéon, les élèves manifestent bruyamment leur mécontentement. Un élève est arrêté par la police. Le lendemain, le désordre a lieu dans la cour de récréation. Deux cent vingt-cinq élèves sont renvoyés, leur réintégration étant conditionnée par leur engagement à se soumettre à la règle³⁹.
- 31 La nourriture peut être une autre cause de révolte. Les autorités n'y voient le plus souvent qu'un prétexte et il est vrai qu'elle est rarement le seul motif invoqué. Ainsi, en février 1870, au lycée Napoléon, elle n'intervient sans doute que pour une faible part à côté de la confiscation de journaux. L'essentiel n'est pas là. Il faut lire dans ces désordres la manifestation par les collégiens et lycéens du rejet du statut disciplinaire auxquels ils sont assujettis – rejet d'une discipline infantilisante comme de la claustration et des frustrations qu'elle impose – et dans ces oppositions, les premières marques identitaires de l'adolescence obtenues par les acteurs eux-mêmes.

3. Révoltes religieuses

- 32 Le caractère de ces désordres est double, à la fois affirmation politique – c'est pourquoi ils sont nombreux sous la Restauration, aux lendemains de 1830 et au début de la Troisième République – et inscrit dans le cadre général de contestation des autorités. Hommes d'Église, pédagogues et psychologues du XIX^e siècle appréhendent dans l'adolescence le temps du doute religieux, quand il n'est pas, à l'inverse, celui d'une exaltation mystique, qu'elle s'exprime dans des figures divines ou autres.

- 33 « Les lycéens de ce temps avaient la religion napoléonienne. Napoléon était leur Dieu », affirme Léon Lévy-Schneider à propos de l'Empire⁴⁰. Aussi accepteront-ils difficilement la Restauration et moins encore celle qui touche l'institution scolaire, le passage d'une discipline militaire à une règle religieuse, du tambour à la cloche. À partir de 1815, les collèges royaux sont présentés comme autant de foyers d'athéisme. Religion et royauté sont rejetées dans un même mouvement. Georges Weill décrit la joie d'une majorité d'élèves lors des Cent-Jours tant pour le retour de l'empereur que pour la possibilité d'échapper à la messe⁴¹. Aussi, après que beaucoup d'entre eux ont appelé de leurs vœux le retour de l'empereur, ils manifestent leur opposition par des révoltes anticléricales. Ainsi, par exemple, au lycée Louis-le-Grand en janvier 1819, les élèves se rebellent contre la « dévotion »⁴². « La jeunesse des collèges parisiens résista : elle se jeta dans l'opposition. Elle croyait voir partout l'œil de la congrégation et la main des pères de la foi. Les derniers frissons de la fièvre qui l'avait agitée pendant les Cent-Jours la secouaient encore par accès périodiques », écrit aussi Gustave Dupont-Ferrier⁴³. Jean-Paul Sartre a retracé les répercussions de la révolution de Juillet sur les camarades de Gustave Flaubert à Rouen, leur espoir de sortir de l'« obscurantisme » et leur désenchantement rapide suivi de révoltes⁴⁴. Pour des raisons identiques, l'instauration de la Troisième République génère des troubles religieux. Ainsi à Nîmes, en 1871 où les élèves soupçonnent leur proviseur de « jésuitisme »⁴⁵.
- 34 Souvent, les démonstrations anticléricales sont réduites, et parfois effectivement réductibles, à des troubles disciplinaires. L'autorité religieuse est contestée, chahutée ou plus violemment attaquée, mais comme forme d'autorité tout autant sinon plus que par anticléricalisme.

4. Révolte et révolution

- 35 Malgré les efforts des éducateurs, soucieux de maintenir les adolescents hors de portée des excitations du monde, les bruits de la rue passent les murs du collège⁴⁶, expliquant en partie l'importance des établissements parisiens dans l'histoire des révoltes scolaires puisqu'un tiers de celles répertoriées ont eu lieu dans l'académie de Paris.
- 36 Au cours des Cent-Jours, les élèves manifestent leur fidélité à Napoléon. Beaucoup veulent aller combattre sous ses ordres, certains passent à l'acte, se battant aux portes de Paris⁴⁷. L'enthousiasme des lycéens pour l'empereur s'exprime aussi à Aix, à Angers ou encore à Avignon⁴⁸. En 1830, les collégiens participent ici et là aux journées⁴⁹. 1848 suscite davantage de réactions, André Coutin affirmant même que le 24 février marque l'apparition du lycéen comme « nouveau personnage révolutionnaire », se mêlant aux manifestations de rue avec les étudiants. « Il faut dire que des barricades s'élèvent sous leurs fenêtres et que les émeutiers les appellent à la révolte [...]. À Saint-Louis, à Henri IV, à Bonaparte, les élèves refusent d'assister aux cours et font le mur. »⁵⁰ Ceux de Bonaparte manifestent aux côtés des ouvriers⁵¹. Le sage collégien Henri Dabot décrit la situation dans une lettre à ses parents le 20 mars 1848 : « Les proviseurs doivent filer doux en ce moment. Dans un club on a demandé la déposition du citoyen Rinn, proviseur de Louis-le-Grand, parce qu'il a le 24 février, empêché de faire des barricades devant la porte du collège⁵² ». Jules Vallès a témoigné de sa participation enthousiaste de rhétoricien aux événements, donnant corps à sa propre révolte⁵³.
- 37 Des revendications politiques s'expriment alors : les 6 et 13 avril 1848, les lycéens de Paris et de Versailles, reçus en délégation par le gouvernement provisoire, demandent

à faire l'exercice militaire et à entendre lire *Le Moniteur* pendant les repas⁵⁴ ; ceux de Louis-le-Grand que leur lycée devienne le Lycée National, afin que son nom soit celui d'un grand principe plutôt que celui d'un homme⁵⁵. En mars, l'inspecteur d'académie signale au recteur la sagesse des grands élèves mais l'agitation des moyens qui réclament le droit de lire les journaux⁵⁶. Ceux du lycée Monge ajoutent à cette revendication celle de pouvoir fumer, de sortir tous les dimanches et de bénéficier de la distribution de fusils : d'abord affichées sur les murs du lycée, ces réclamations sont ensuite adressées au ministre⁵⁷.

- 38 Car, même en 1848, les événements sont pour eux l'occasion de se manifester et de faire entendre leurs revendications, celles-ci, comme leurs désordres, demeurant le plus souvent dans le cadre scolaire... *Lycéens révoltés, étudiants révolutionnaires*, a écrit Roger-Henri Guerrand⁵⁸. En effet, même si certaines mutineries lycéennes, en 1848 et 1870 notamment, s'inscrivent dans les événements politiques et sociaux du siècle, et bien que Gabriel Tarde ait parlé à propos de la participation des adolescents aux révolutions politiques de l'« éphébocratie des foules⁵⁹ », les actions lycéennes ont pour cadre l'établissement secondaire, celles des étudiants la rue⁶⁰, et leurs motivations et revendications demeurent le plus souvent attachées au régime scolaire. Les lycéens cherchent davantage à profiter des événements qu'à les conduire. Ils appartiennent à la jeune génération – dont ils partagent à l'occasion les colères, espoirs et frustrations – mais aussi à l'institution scolaire qui est leur cadre de vie... et de révolte. Ainsi, si le siècle voit diverses manifestations simultanées d'étudiants et de lycéens – lors des révolutions ; en 1819, où ce sont les lycéens qui lancent le mouvement⁶¹ ; en 1870 –, il n'offre guère d'exemple d'actions menées en commun, tant il est vrai qu'à la communauté de vues, parfois effective⁶², s'oppose la distance de vies et de moyens d'action.
- 39 En 1848, les parents eux-mêmes participent au mouvement – alors seulement : le soutien affiché des parents à leurs fils mutins est rare. Plusieurs lettres réclament l'adoucissement ou la modification du régime des punitions⁶³. Certaines révoltes montrent leurs limites dans les faits mêmes : au collège encore royal de Nancy, aux cris de « Vive la République » entendus le 27 février se joignent des injures adressées aux maîtres d'études ; à Cahors, les élèves chantent la Marseillaise... et menacent encore deux maîtres⁶⁴. Un lycéen de Coutances replace l'événement dans ses proportions scolaires : « il faut bien l'avouer, ce qui nous intéressa le plus dans cette période révolutionnaire, ce fut notre propre révolution [...]. Notre état-major décréta un jour que M. l'abbé Leplanquais [le sous-principal], toute proportion gardée, était un tyran comme Louis-Philippe était un despote [...]. Il fut donc décidé qu'on partirait en guerre contre la tyrannie » ; la division des grands entonne la Marseillaise lors de la promenade dominicale ; dès les premiers accords, le sous-principal ramène les divisions au collège. « Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Le soir, le collège était en insurrection. Le lendemain, le bruit courait en ville que nous dressions des barricades » et le principal licenciait tout le collège⁶⁵.
- 40 Jules Vallès lui-même réduit le caractère révolutionnaire des actions lycéennes de 1848 : « Nous fîmes un club d'externes : on nomma un bureau [...], j'eus quelques voix comme secrétaire ; j'en profitais pour faire des motions, je poussais un peu à l'exercice à feu, beaucoup à l'uniforme – je voyais dans le triomphe des idées nouvelles le moyen de n'être plus vêtu avec la défroque des générations anciennes.⁶⁶ » Les journées de juin 1848 révèlent une autre limite, d'un autre ordre : du côté du peuple et des étudiants en

février, les lycéens – retrouvant leur réflexe de classe – sont quatre mois plus tard du côté de la répression. Beaucoup s'engagent dans la Garde Nationale⁶⁷. Après 1848, il faut attendre les derniers mois du Second Empire pour voir à nouveau les désordres lycéens coïncider avec les événements politiques.

5. La flambée insurrectionnelle de 1870

- 41 Près de trente révoltes marquent les mois de janvier et février 1870, et ce, sur tout le territoire. L'événement détonateur de cette vague de mutineries est la mort du journaliste à *La Marseillaise* Victor Noir. La presse commente largement les réactions lycéennes et ouvre à plus d'une reprise ses colonnes aux élèves. Au cours de ces deux mois, les motivations lycéennes évoluent, se détachant parfois de leur caractère premier.
- 42 La mort du journaliste fut un événement marquant : ses obsèques le 12 janvier, manifestation républicaine, menacèrent même un moment le pouvoir en place. Ouvriers et étudiants sont dans la rue ; les lycéens dans leurs établissements les rejoignent dans la même émotion, la même indignation, peut-être le même espoir révolutionnaire. Une souscription est lancée pour offrir un tombeau au jeune homme. Les élèves des lycées entendent y participer. Le ministre de l'Instruction publique invite alors les recteurs à prendre des mesures contre ce projet. Le 26 janvier, *L'Émancipation* publie une lettre de lycéens de Toulouse – le proviseur (à tort ou à raison ?) dénonce un faux – fustigeant l'anachronisme du régime scolaire et les entraves à leur participation à la souscription : « Quelque hauts que soient les murs qui nous entourent, nous n'en recevons pas moins, de temps à autre, les bruits du dehors [...]. Nous avons donc appris que l'empire autoritaire était mort et embaumé [...]. Aussitôt nous avons pensé que tout allait changer pour nous [...]. À notre âge, vous le voyez, on est naïf. L'autorité nous l'a fait sentir ; [...] nous avons trouvé un redoublement d'oppression et de tyrannie. [...] Pour nous, avoir un sentiment humain, c'est se mettre hors la loi ; pleurer un jeune citoyen, presque de notre âge, tombé dans l'accomplissement de son devoir, c'est mériter l'exclusion. Soit. Qu'on nous frappe [...] mais nous resterons fidèles à nos convictions. D'ailleurs, notre esclavage n'aura qu'un temps ; nous pourrions enfin sortir de notre mutisme. Qu'on prenne garde au feu qui couve sous la cendre !⁶⁸ »
- 43 La menace a en fait pris corps quelques jours avant, le lycée Saint-Louis ayant ouvert le mouvement à partir du 16 janvier. Les élèves de l'école préparatoire se révoltent à la suite d'une erreur du tambour qui les fait se lever une heure trop tôt. Mais les conditions mises au retour des élèves, après un licenciement général, disent assez que là n'est pas le fonds du problème : ils doivent s'engager à ne plus participer à aucune souscription et accepter un nouveau règlement. Comme souvent, manifestation politique et rejet de l'autorité scolaire se sont mêlés.
- 44 À Douai, les 19 et 20 janvier, grands et moyens élèves organisent dans le même temps une souscription pour Victor Noir et une pétition au proviseur en vue d'obtenir un nouveau maître pour la 5^e étude... dans les 24 heures. Le renvoi des deux instigateurs déclenche une mutinerie générale : deux cents élèves sont licenciés. À Lille, les élèves envoient leur collecte au *Progrès du Nord*. Le proviseur cherche à connaître les promoteurs de la souscription et de la lettre au journal. Faute de les trouver, il désigne trois élèves connus pour leur « mauvais esprit »⁶⁹. *Le Progrès du Nord* accuse alors l'administration d'user de mesures vexatoires. Les jours suivants, les désordres se

multiplient, notamment les refus d'obéissance. Sept élèves sont renvoyés. Les grands, solidaires, demandent à les suivre : quatre-vingts élèves quittent l'établissement. Pourtant, la position politique des mutins n'est pas prise au sérieux ; le recteur évoque l'influence pernicieuse du journal, la volonté des « jeunes meneurs » d'amener un licenciement qui leur procurerait une semaine de vacances⁷⁰. Les deux explications sont courantes. « Les excitations que la jeunesse reçoit des journaux » sont ainsi invoquées tant lors des désordres du lycée Charlemagne – en fait survenus à la suite d'une consigne de trois jours imposée à un élève surpris à lire *La Marseillaise* – qu'à Brest en février. Le désir d'obtenir un congé via un licenciement est l'un des buts, sinon le seul, des élèves, affirment les rapports universitaires sur les mutineries de Sens, Troyes, Limoges, Chaumont, Nevers et Bordeaux.

- 45 D'ailleurs, passées les trois grandes révoltes inaugurales de 1870 – Saint-Louis, Lille et Douai – les désordres ne sont plus rattachés à la mort de Victor Noir, si ce n'est comme un « prétexte », mais interprétés comme l'effet de la *contagion* et de l'imitation. Treize révoltes sont ainsi expliquées, partiellement ou totalement. Ainsi à Lorient, le 12 février 1870, les cris et manifestations lors des récréations sont déclenchés « sans doute par la lecture des journaux sur les troubles du lycée de Brest »... ces derniers étant eux-mêmes le contrecoup des mutineries de Paris, Douai et Toulouse⁷¹. De même encore au lycée Napoléon, où le proviseur n'envisage pas que la confiscation des journaux a pu mécontenter les élèves. La *contagion*, loin de susciter parmi les autorités universitaires des remises en cause, ou au moins des réflexions sur le régime scolaire, tend en fait à minimiser le poids de chaque révolte et du mouvement général comme les influences extérieures, notamment de la presse d'opposition, dégagent en partie la responsabilité des établissements, plus globalement celle du système de l'enseignement secondaire.

Les révoltes lycéennes, 1870-1888

Date	Établissement
1870	
16 janvier-11 février :	Lycée Saint-Louis, Paris
17-23 janvier puis 7 février :	Lycée de Lille
19-23 janvier :	Lycée de Douai
29 janvier :	Lycée de Toulouse
29 janvier :	Lycée Charlemagne, Paris
31 janvier :	Lycée de Toulon
31 janvier :	Lycée de Vesoul
février :	Lycée de Tarbes
février :	Lycée Napoléon, Paris
février :	Lycée de Coutances

2-8 février :	Lycée de Brest
4-6 février :	Lycée de Caen
10 février :	Lycée de Périgueux
12 février :	Lycée de Lorient
14 février :	Lycée d'Auch
16 février :	Collège Sainte-Barbe, Paris
18-21 février :	Lycée de Sens
21-22 février :	Lycée de Bourges
21-26 février :	Lycée de Troyes
22 février :	Lycée de Limoges
22-23 février :	Lycée de Chaumont
25-27 février :	Lycée de Nevers
mars :	Lycée de Nancy
8 mars :	Lycée d'Évreux
14 mars :	Lycée d'Angoulême
16-21 mars :	Lycée de Bordeaux
29 mars :	Lycée de Grenoble
mai :	Lycée du Mans
14-16 mai :	Lycée de Tarbes
1871	
novembre :	Lycée Condorcet (ex Bonaparte), Paris
9 novembre :	Lycée de Lyon
24-25 novembre :	Lycée de Nîmes
1872	
23-25 janvier :	Lycée de Chateauroux
22-24 février :	Lycée de Sens

28 février :	Lycée de Bastia
début mai :	Lycée de Coutances
30 mai – début juin :	Lycée d'Agen
juin :	Lycée de Marseille
25 novembre :	Lycée de Limoges
1873	
10-14 janvier :	Lycée de Nice
mai :	Lycée Saint-Louis, Paris
mai :	LLG, Paris
18 mai :	Collège de Cherbourg
3-4 décembre :	Lycée de Toulon
décembre :	Lycée d'Alençon
1874	
11 janvier :	Collège Fesch (Ajaccio)
12 janvier :	Lycée de Montauban
mars :	Lycée d'Avignon
mars :	Lycée Saint-Louis, Paris
mai :	Lycée de Lille
juillet :	Lycée de Brest
octobre :	Lycée de Reims
15-16 novembre :	Lycée de Bastia
17-19 novembre :	Lycée de Nevers
20-22 novembre :	Lycée de Chaumont
6 décembre :	Lycée de Nevers
1875	
29-30 janvier :	Lycée d'Alger

29 avril :	Lycée de Chambéry
9 mai :	Lycée de Montpellier
21-22 mai :	Lycée du Puy
26-27 mai :	Lycée Saint-Louis, Paris
10 octobre :	Lycée de Toulouse
décembre :	LLG, Paris
juin :	Lycée de Marseille
1876	
février :	Lycée de Montpellier
13-14 février :	Lycée d'Agen
23-24 février :	Lycée de Besançon
20-23 mars :	Lycée de Grenoble
18-26 novembre :	Collège de Tulle
1877	
janvier :	Lycée de Douai
11 janvier :	Collège de Blaye
janvier :	Lycée de Saint-Brieuc
12 janvier :	Lycée Saint-Louis, Paris
20-22 janvier :	Lycée de Bourges
27 janvier-2 février :	Collège de Cluny
2 février :	Lycée de Nîmes
février :	Lycée de Rennes
7-8 décembre :	Lycée de Reims
1878	
janvier :	Lycée de Chambéry
10 avril :	Lycée Saint-Louis, Paris

juillet :	Lycée de Chambéry
21 août-3 septembre :	Lycée de Lyon
1879	
janvier :	Lycée de Reims
7-8 février :	Lycée d'Alger
mars :	Lycée de Versailles
1880	
20-21 janvier :	Lycée d'Avignon
30-31 janvier :	Lycée de Périgueux
1 ^{er} février :	Lycée de Bastia
juillet :	Lycée de Pau
1881	
16-17 janvier :	Lycée de Tarbes
9-10 février :	LLG, Paris
mars :	Lycée de Sens
20-21 mars :	Collège de Bergerac
novembre :	Lycée Saint-Louis, Paris
1882	
14-15 mars :	Lycée d'Alger
16 mars :	Lycée Saint-Louis, Paris
24-26 mars :	Lycée de Toulouse
2 juillet :	LLG, Paris
Date	Établissement
5 juillet :	Lycée de Valenciennes
19-20 novembre :	Collège d'Aix
décembre :	École d'horlogerie de Besançon

1883	
17-18 janvier :	LLG, Paris
13-14 mars :	LLG, Paris
1884	
12 février :	Lycée de Montauban
1888	
2-3 février :	LLG, Paris

III. Les bancs des accusés

1. Pénalités scolaires

- 46 De manière générale, les révoltes parisiennes sont plus sévèrement réprimées, réponse à la forte tradition insurrectionnelle de certains établissements, comme Louis-le-Grand et Saint-Louis, et au rôle de la capitale dans les épisodes révolutionnaires. Dans une lettre d'avril 1848, Simson et Pelletant appellent ainsi le ministre à réagir promptement au « désordre qui se répand de plus en plus dans les lycées de Paris. Pour la province, vous pouvez sans inconvénient ajourner toute espèce de changement, mais à Paris, cela ne se peut guère sans danger »⁷².
- 47 L'exclusion provisoire ou plus souvent définitive conclut la plupart des désordres. Les privations de sortie ou, plus rarement, de vacances⁷³ pénalisent fréquemment les mutins pour punir une fugue⁷⁴. La peine est parfois très lourde. En février 1880, à Bastia, sur les quarante lycéens fugueurs, entrés en ville au chant de la Marseillaise avant de tenter de pénétrer en force dans le lycée, cinq sont définitivement exclus, neuf jusqu'à la prochaine année scolaire, vingt-six privés de sortie jusqu'à la fin de l'année, c'est-à-dire pendant cinq mois⁷⁵.
- 48 Certaines révoltes sont marquées par des mesures plus radicales : l'intervention de la force armée, toujours à l'appel des autorités universitaires ; un licenciement plus ou moins général, allant d'une division au lycée dans son ensemble. L'appel à la gendarmerie ou à la police – survenu dans dix des révoltes de la seconde moitié du siècle – trouve sa motivation première dans la violence des mutins. Il s'agit souvent de déloger les élèves retranchés dans les dortoirs⁷⁶. À Bourges, dans la nuit du 21 au 22 février 1870, les élèves du second quartier se sont précipités dans le dortoir du premier quartier et ont arraché les casiers pour se barricader, avant d'abattre une cloison au travers de laquelle ils lancent des morceaux de briques en hurlant contre le censeur et en adressant des vivats au proviseur et à l'empereur. Le commandant de place, mandé par le proviseur, arrive au bout d'une heure, accompagné de vingt hommes sans armes. Leur présence et quelques mots du militaire suffisent à ramener le calme parmi les élèves, prudents. Mais, le lendemain, le renvoi des trois élèves « les plus compromis » déclenche un nouveau désordre, une nouvelle barricade, cette fois dans l'étude, comprimée sans aide extérieure par le licenciement des deux divisions⁷⁷.

- 49 Quelques jours plus tard, du 25 au 27 février, le lycée voisin de Nevers entre à son tour en mutinerie : « Nous devons avoir notre journée », écrit le proviseur fataliste, lequel charge les militaires de déloger les élèves des trois premières divisions retranchés dans un dortoir. Dans ses rapports au ministre, le recteur ne ménage pas le proviseur, lui reprochant d'avoir aggravé et exalté ces « jeunes têtes » en appelant immédiatement la troupe et toutes les autorités locales – maire, préfet – sur le théâtre du désordre, et d'avoir laissé les militaires intervenir les premiers auprès des mutins. Aussi, tout en adhérant à la thèse de la contagion, le recteur relève le caractère « honteux » de cette mutinerie et accuse l'administration : « À Dijon, on se révolte, si je puis dire, avec convenance et respect [...]. À Chaumont, l'affaire est menée avec sagesse et énergie [...]. À Sens, les élèves jouent à la révolte, l'administration joue aux semblants de répression, ce n'est sérieux ni d'un côté ni de l'autre. À Troyes, où il y a une longue série de griefs accumulés contre une administration brutale, déloyale et tracassière, les troubles éclatent par intermittences et couvent ensuite sourdement, laissant dans les âmes beaucoup d'irritation et, dans le lycée, de grands vides.⁷⁸ » Les dégâts de cette nuit sont évalués à 3 000 francs⁷⁹. Après le licenciement des soixante mutins, vingt-deux ne sont pas repris ; le recteur préconise une répression sévère du fait des manifestations politiques des élèves lors de la révolte, même s'il sait « fort bien que les cris poussés dans un dortoir de lycée n'implanteront pas demain la république et le socialisme en France ; mais à se montrer trop coulant en pareille affaire, à traiter comme de pures gamineries des vociférations odieuses, on court le risque d'autoriser les interprétations de certaines personnes autorisées et de contribuer à la fortune de quelques établissements rivaux des nôtres⁸⁰ ».
- 50 Quelques rares révoltes suscitent l'intervention de la justice, surtout lorsqu'elles sont politisées. Ainsi aux Arts et Métiers d'Angers en 1849, à la suite d'une révolte fomentée de l'extérieur par un club socialiste, dont deux membres sont condamnés à deux ans de prison, trois autres et les élèves acquittés⁸¹. Mais l'intervention judiciaire est une publicité dont les établissements publics se passent très volontiers. À la suite de la mutinerie de Bastia, en novembre 1874, cinq élèves prévenus du délit de coups et blessures volontaires sur leur maître et trois gendarmes ne sont finalement pas poursuivis, la cour d'appel supposant des excitations extérieures et mettant en avant « les conséquences graves que pourrait avoir dans l'avenir une condamnation correctionnelle contre des élèves à peine entrés dans l'âge de la puberté, la douleur des familles qui n'ont à se reprocher aucun défaut de surveillance et à qui l'Université rendrait, au lieu d'enfants instruits et disciplinés, des repris de justice »⁸².
- 51 Vingt-deux rébellions de la seconde moitié du siècle déterminent le licenciement d'une division ou davantage. Si l'on excepte les quatre survenus après des barricades, cette mesure est généralement motivée par des agitations bruyantes et répétées plus que violentes, dans lesquelles s'exprime avec force la cohésion du groupe, que le renvoi cherche à briser. Parfois, l'intervention du proviseur suffit. Plus surprenante est l'indulgence du recteur envers les lycéens de Pau en juillet 1880, puisque l'affaire a lieu en ville, au risque de créer un scandale : les deux premières divisions prennent la fuite au cours de la promenade, se rendent au cabaret au chant de la Marseillaise puis rentrent par le train à neuf heures le soir. Le recteur conclut à une manifestation anticléricale, suite aux reproches véhéments de l'aumônier aux élèves refusant la seconde communion et à l'excitation de deux maîtres contre cet homme de religion.

Mais, la clémence ou la prise en considération des griefs des élèves restent exceptionnelles⁸³. L'Université ne saurait paraître se désavouer.

2. Mutins, moutons et meneurs

- 52 Le désordre peut d'ailleurs être l'occasion d'une « épuration ». À Chambéry, en juillet 1878, le recteur qualifie le renvoi d'un vétéran de la classe de rhétorique, de « véritable coup de fortune » pour l'établissement⁸⁴. Laconique et cru, le proviseur du lycée d'Auch ne dit pas autre chose dans ses notes sur les mutins, où l'appréciation du caractère prime sur la participation au désordre. Citons par exemple : « Fautrier. Nullité dangereuse à exclure sans retour. » Si les défauts désignés le sont par ailleurs, la violence du propos est exceptionnelle.
- 53 « Or il en est des lycées comme des usines, des ateliers et de toutes les grandes collectivités humaines. Ce sont les plus mauvais qui mènent les autres. Ils se font d'abord une clientèle parmi ceux qui leur ressemblent puis cette minorité s'impose à la masse, qui suit le mouvement souvent à regret. C'est l'histoire des révoltes de collège, comme celle des grèves⁸⁵ », écrit Jules Rochard en 1890. Les jugements universitaires sur les mutineries relèvent d'une thématique restreinte. L'idée de « meneur », englobant celle des « mauvaises influences », demeure l'explication la plus courante et la majorité des mutins est ainsi le plus souvent représentée comme une foule moutonnaire et irresponsable. Trois causes principales motiveraient le meneur dans la fomentation de la révolte : il est influencé par l'extérieur – les événements du siècle, la presse ou encore la contagion ; il vise parfois à assouvir un désir de vengeance contre une sanction ou contre l'autorité scolaire ; il est une « mauvaise nature ».
- 54 Les dossiers sur les élèves compromis, les circonstances aggravantes ou atténuantes, autant que les portraits de mutins offrent une typologie des défauts attribués aux élèves et adolescents, révélatrices des phobies et, en négatif, de l'idéal pédagogique de l'adolescence. La responsabilité de la révolte se mesure aux gestes insurrectionnels mais aussi à l'influence morale : « L'élève Salar [...]. Mauvais esprit, beau parleur, il avait un grand ascendant sur ses camarades à qui il colportait les histoires de la ville. Habile à saisir le faible de chacun d'eux, il les dirigeait un peu à sa fantaisie, et c'est ainsi qu'il a pris sur Perrin, dont l'intelligence était bien supérieure, un ascendant que celui-ci a avoué »⁸⁶. Les dossiers sur les mutins insistent sur la « nature », le « caractère » et les « antécédents », ces derniers étayant toujours la décision d'exclure, quand ils ne la justifient pas seuls. Faute de connaître les meneurs avérés, la condamnation frappe les meneurs potentiels. À Louis-le-Grand, en octobre 1856, le proviseur décide de renvoyer huit élèves, les plus mal notés et les plus capables d'exercer sur leurs condisciples une mauvaise influence⁸⁷.
- 55 Les autorités universitaires s'essaient volontiers à une psychologie physiologique. « Psychologie » cependant bien rudimentaire, les mêmes traits, souvent sous les mêmes termes, revenant sans cesse, échappant difficilement au cadre de lecture préétabli des caractères et comportements des élèves. Outre un naturel violent, indiscipliné, emporté, l'un des traits le plus fréquemment attribués au mutin, la dissimulation, laisse à lire chez les éducateurs un idéal de transparence, le soupçon du complot et d'un ordre qui n'est qu'apparent.
- 56 Les désordres sont surtout le fait des grands et des moyens. Et les défauts attribués aux mutins rencontrent souvent ceux qui sont jugés propres à l'adolescence. Après

l'insurrection du lycée de Bourges, en février 1870, fomentée par les élèves de quatrième, les plus jeunes de la division supérieure, l'inspecteur d'académie commente au recteur : « Je ne vous apprendrai rien, Monsieur le Recteur, en vous signalant cet esprit qui envahit les têtes des jeunes gens dès qu'ils sortent des classes de grammaire. Ils voudraient être hommes et être traités en homme. Ils recherchent avec soin tout acte qui paraît l'acte d'un homme ou qui peut les grandir à leurs propres yeux ou aux yeux de leurs camarades. C'est de la vanité. Ne pas faire moins ni autrement que leurs camarades. C'est encore de la vanité⁸⁸ ». D'autres sont décrits comme dangereusement précoces, un des principaux vices attachés à l'adolescent. Ainsi Baillet, en seconde à Bourges : « Fâcheux antécédents, paresseux et insubordonné. Mauvais caractère. Recherche les journaux, les mauvais livres *pour faire l'homme malgré sa jeunesse et sa petite taille*. Tout me fait croire qu'il a été l'un des embaucheurs pour la révolte. Il aime les liqueurs fortes et j'ai dû lui refuser un correspondant qui satisfaisait ses désirs. La nuit de l'émeute, il s'est tellement grisé qu'ils ont dû le coucher et le couvrir de vêtements comme un blessé.⁸⁹ »

- 57 De manière générale, le degré de culpabilité dépend moins de l'infraction que de la personnalité et de la responsabilité morale de l'acteur. Les autorités scolaires distinguent celui qui exerce un ascendant sur les autres de l'élève influençable, celui qui agit froidement et par calcul de celui qu'une nature passionnée meut, celui qui dissimule de celui qui s'expose.

3. L'Université en accusation

- 58 Les commentaires extra-scolaires sur les révoltes lycéennes n'épargnent pas, bien sûr, le régime des établissements. Parfois même, les autorités universitaires joignent leurs voix à ces critiques, dans une certaine mesure au moins, mettant en cause, sinon le régime, au moins son application, déplorant par exemple le manque de mesure et d'équité d'un proviseur⁹⁰. En mai 1848, dans leur organe *L'Éducation républicaine*, les maîtres d'études déploraient un régime poussant les élèves à la révolte, regrettant cependant, six mois plus tard, les concessions faites aux élèves lors de certains désordres⁹¹. Plus de trente ans plus tard, en 1881, Adolphe Adam, autre membre de l'Université, prononce une condamnation plus sévère du régime scolaire de compression et de police⁹².
- 59 Aussi, la révolte est-elle non seulement un des principaux moyens d'expression des élèves face aux adultes murés dans le principe d'autorité⁹³, mais également un exutoire. En 1850, l'abbé Collard voit dans la mutinerie le fruit d'une discipline toute d'autorité, particulièrement pour les élèves de plus de 14-15 ans, chez lesquels, à la soumission passive qui dominait jusqu'alors succède une nouvelle période marquée par le goût de l'indépendance : c'est la « seconde phase » de la vie de collégien. La compression disciplinaire devient insupportable quand vient l'âge adolescent. Les révoltes scolaires portent la condamnation de la pédagogie de la méfiance et de l'attente.
- 60 À l'inverse, d'autres voient dans les mutineries scolaires le fruit de l'autorité affaiblie. En 1858, l'abbé Hyvrier accuse ainsi l'esprit d'indépendance, « la maladie distinctive du siècle » : « L'enfant comme l'homme respire l'air de son siècle. Lui aussi, il parle de liberté et d'indépendance [...]. N'a-t-on pas vu dans notre temps quelque chose d'inouï et d'inconnu au passé, je veux dire les révolutions de collège ? Funestes symptômes.⁹⁴ »

- 61 Les commentaires sur les révoltes scolaires n'échappent pas aux luttes partisans dont l'éducation est l'objet : du lycée athée au lycée révolutionnaire, il n'y a qu'un pas, dénoncent les catholiques⁹⁵. Le désordre n'est plus ici exutoire adolescent face à une autorité trop forte, mais désordre permis par une autorité laxiste... ou « laïque ». La seconde analyse domine chez les pédagogues catholiques. La première est soutenue par un « camp » plus hétérogène : observateurs sociaux et personnels de l'instruction publique « progressistes », républicains pour les dernières révoltes mais aussi les partisans et les membres de l'enseignement congréganiste affirmant que, sans base religieuse, l'autorité est toute de contrainte, sans base affective. Athée, opprimant, anachronique, contre la nature et l'âge des élèves... : le régime universitaire ne sort pas indemne des commentaires sur les mutineries. D'autant qu'il arrive que ces commentaires débordent le cercle des pédagogues et des membres de l'Université pour être saisis par l'opinion publique, au travers notamment d'un acteur important de l'histoire des révoltes lycéennes : la presse.

IV. Des dernières révoltes à la pacification

1. Toulouse, mars 1882

- 62 La gravité d'une révolte se mesure aussi à ses échos dans la presse. La mutinerie des lycéens de Toulouse, en mars 1882, en offre un exemple. Les faits tels que les décrit le proviseur sont les suivants : averti par un correspondant et un père d'un projet de révolte générale durant la nuit du 24 au 25 mars, le proviseur exerce une surveillance vigilante, amenant au renvoi de huit élèves, trouvés habillés dans leurs lits, prêts à se lever et à agir. Le lendemain, après des murmures au réfectoire, les grands élèves montent chez le proviseur au chant de la Marseillaise pour présenter leurs revendications : la réintégration des exclus, le renvoi d'un maître, deux sorties générales par mois le dimanche. L'inspecteur d'académie présent juge que seul le dernier point est envisageable. Le recteur venu régler l'affaire décide le licenciement des trois premiers quartiers. Les autres manifestent alors leur solidarité : les élèves du quatrième quartier, montés au dortoir, y brisent les vases ; ceux de l'école préparatoire refusent d'entrer en étude avant de s'engager à rester calmes. Dès le lendemain, ils formulent cependant certaines conditions dans une lettre au recteur :

« 1° Sortie le dimanche.

2° Moins de sévérité dans la discipline.

Liberté de parler au réfectoire [...].

Liberté de sortir de l'étude en cas d'indisposition sans dépense d'exemption.

Liberté de se livrer à des jeux convenables en récréation.

Liberté pour les candidats à Saint-Cyr, comme pour leurs camarades de spéciales, de communiquer pendant les études.

Nous croyons devoir ajouter que la cause première des troubles qui ont eu lieu aux Écoles remonte à M. Arsimoles qui punit des élèves de vingt ans pour le moindre motif, qui nous a enlevé un à un tous nos moyens de distraction et qui n'a jamais su mériter la sympathie et le respect des élèves soumis à sa surveillance.

Les élèves des écoles.⁹⁶ »

- 63 Un mois plus tard, les élèves de Toulouse prendront une part active au Congrès d'Albi, premier congrès des lycéens, dont il faut sans doute voir ici les prémices. Pour l'heure, l'école préparatoire est licenciée et seuls les élèves des petites classes restent au lycée. Les requêtes ci-dessus ne sont pas rendues publiques par la presse, qui n'en eut sans

doute pas connaissance. Les journaux reprennent en revanche les demandes adressées au début du mouvement par les élèves. Divers organes républicains affirment que la cause réelle et profonde de la mutinerie est anticléricale, les élèves exigeant la liberté de conscience⁹⁷. La presse bonapartiste et légitimiste jubile, relève que de telles scènes n'eurent jamais lieu dans les établissements tenus par les jésuites⁹⁸, juge la répression insuffisante, parlant même d'impunité, et conclut : « Comment d'ailleurs le recteur se serait-il montré inflexible pour ces radicaux en bas âge, quand les membres du Gouvernement, quand le Président du Conseil lui-même est si gracieux et si tendre avec les radicaux qui ont barbe au menton ? [...] C'est dans la logique du régime sous lequel nous vivons : pourquoi, en effet, y aurait-il encore de la discipline dans le lycée quand il n'y a plus d'autorité dans l'État ?⁹⁹ »

2. Louis-le-Grand, mars 1883

64 La mutinerie des élèves de Louis-le-Grand en mars 1883 fut la plus violente du siècle, celles de 1819 même n'ayant pas atteint une telle ampleur. Le proviseur, M. Gidel, relate les faits dans deux rapports, écrits « à chaud »¹⁰⁰. Le 10 mars, suite à la punition d'un de leurs camarades, les candidats à Saint-Cyr protestent par des chants à mi-voix et des bourdonnements lors de l'étude. Le lendemain, l'élève est renvoyé, cinq autres menacés du même sort si un nouveau désordre survenait. Le 12, des délégués vont demander au proviseur d'annuler la menace pesant sur leurs camarades. Le lendemain, à la récréation du midi, certains élèves, au lieu de se promener, se massent dans la galerie et font « mine de se chauffer au soleil » ; deux maîtres leur ordonnent de circuler et déclenchent sifflets et chants. Le proviseur exclut sept élèves. Les autres augmentent alors la force de leurs chants et hurlent : « Conspuiez Gidel ». Ayant forcé la grille, ils brisent les vitres de l'antichambre avant de se diriger vers les dortoirs des élèves de mathématiques spéciales où ils cassent fenêtres, vases de nuit et lits, éventrent les sommiers, renversent les lavabos. Ils s'apprêtent à faire de même dans le dortoir des élèves de Saint-Cyr, quand la police intervient. Le rapport de la préfecture précise que soixante agents furent nécessaires pour venir à bout, non sans peine, des mutins qui, au nombre de deux cent cinquante à trois cents s'étaient armés de tessons de vases et de barres de fer arrachées aux lits¹⁰¹. Deux élèves sont emmenés au poste de la place du Panthéon. Le proviseur envoie des dépêches aux parents et correspondants pour hâter le départ des élèves. À 16 heures, il ne reste plus un seul élève de la première division au lycée. Dans un nouveau rapport, le 14 mars, le proviseur annonce trente-deux nouveaux renvois après une autre tentative de soulèvement dans la seconde cour.

65 Le bilan de la mutinerie est lourd : les dégâts sont évalués à 20 000 francs et, surtout, treize élèves sont exclus de tous les lycées de Paris, quatre-vingt neuf de Louis-le-Grand, dix-sept de son internat. Aussi la presse se passionne-t-elle pour ce qui devient une affaire nationale. Certains choisissent un ton léger. Ainsi, Paul Alexis écrivant « Aux potaches » dans le *Réveil*, radical : nostalgique, il rapproche la passion et l'énergie contestataire des lycéens de Louis-le-Grand de celles de sa jeunesse collégienne¹⁰². D'autres préfèrent l'ironie : « Bidet est connu pour dompter les lions ; Gidel, lui, dompte les lycéens. Sans M. Gidel, nous étions perdus : il n'y a pas à se le dissimuler. Les élèves du lycée Louis-le-Grand menaçaient, paraît-il, la société. [...] Vous verrez que bientôt on les fera sévir contre les enfants non encore sevrés qui se refuseront à prendre le sein de leur nourrice [...] »¹⁰³

66 Mais, ailleurs, le ton est plus véhément, et, d'un côté comme de l'autre, la critique est politique. *Le Clairon*, monarchiste, conclut son récit sur ce qu'il voit comme la cause profonde de la révolte : « Mais les auteurs responsables de cette révolte sont les Ferry, les Paul Bert¹⁰⁴ et, surtout, le citoyen Floquet¹⁰⁵, l'homme aux « idées ambiantes », qui ont eu un écho funeste dans le cerveau si facilement irritable de ces adolescents en fringale d'émancipation prématurée¹⁰⁶ ». *Le Figaro*, républicain modéré, donne la parole à un lycéen :

« Nos professeurs, a-t-il dit, ne perdent pas une occasion de nous parler de la liberté, de la dignité de l'homme, de ses droits civiques et moraux, de son indépendance... et après cela, on veut nous faire défiler un à un dans la cour comme des moutons... Dame, nous pensons aux principes libéraux qu'on nous a inculqués et nous nous révoltons...¹⁰⁷ ».

67 À travers l'Université, c'est alors la République que les uns attaquent, que les autres défendent. Cependant tous, ou presque, sont d'accord pour fustiger le proviseur, dont nombre d'articles font le procès, regrettant son intransigeance et ses maladresses, en particulier son traitement des élèves en « gibier de potence »¹⁰⁸. Mais c'est en vain que certains appellent le ministre à revenir sur les mesures prises, arguant de l'âge des élèves et de leur avenir menacé¹⁰⁹, et, plus nombreux encore, revendiquent des sanctions contre M. Gidel¹¹⁰. Le ministre ne désavoue pas son proviseur : la République ne saurait céder à des émeutiers, faute d'être jugée capable d'autorité et d'ordre.

68 À plus long terme, la révolte de Louis-le-Grand opère pourtant un renversement. Octave Gréard, alors vice-recteur de l'académie de Paris, constate que les événements sont rapidement dépassés, l'opinion exigeant un débat sur la question de l'éducation, notamment le régime disciplinaire et l'internat¹¹¹. Les lycéens sont finalement entendus. Quand, émue par la violence et la fréquence de leurs mouvements, l'opinion, par la voix de leurs parents et plus encore de la presse, intervient. Et mars 1883 apparaît comme la dernière grande date de cette histoire.

3. « Substituer l'état de paix à l'état de lutte » (Léopold Faye)¹¹²

69 Les années 1880-1900 marquent il est vrai un tournant avec, d'une part, la conquête de nouveaux modes d'expression par les élèves et, d'autre part, les amendements apportés au régime disciplinaire des lycées.

70 Les lycéens prennent alors la parole. Leur premier congrès, tenu à Albi le 12 avril 1882, et l'émergence d'une presse lycéenne, notamment *Les Droits de la jeunesse*, dans la lignée du congrès, constituent des épisodes charnières de l'histoire des révoltes lycéennes. S'ils sont encore manifestation d'opposition, plus ou moins violente, à une autorité qui s'applique à les interdire et les pousse à la clandestinité, ils s'apparentent déjà à un autre mode d'expression et de solidarité, hors des cadres définis par les adultes, mais pacifiques. Les lycéens s'inventent des espaces de liberté et de manifestations collectives démocratiques.

71 Les réformes du régime disciplinaire des lycées des années 1890-1900 en encourageront d'autres formes. Ces réformes portent notamment sur la diminution du temps de travail sédentaire – pour répondre aux vœux formulés au sein et hors de l'université de « libérer l'adolescent » par le sport –, l'abandon des « exigences inutiles » comme le silence pendant les mouvements et l'allègement de l'arsenal des punitions¹¹³. Mais, plus fondamentalement, l'ambition est double : ouvrir les établissements sur l'extérieur, en

faire des écoles de liberté, d'apprentissage, et non plus d'attente, et valoriser la sociabilité adolescente. Elle se concrétise en particulier par la naissance des associations de lycéens, à vocation sportive ou charitable. Les lycéens sont encouragés, de manière inédite, à se grouper, à agir dans leur siècle, notamment en direction de leurs contemporains moins privilégiés (par exemple, en finançant une colonie de vacances). Cette valorisation nouvelle de la sociabilité adolescente, en rupture avec trois principes fondamentaux de la direction au sein des lycées (la solitude, l'infantilisation, l'isolement), a des causes plurielles. Elle s'inscrit dans le contexte politique de la Troisième République et la revendication d'un régime politique plus en phase avec celle-ci ; elle enregistre le tournant conceptuel opéré par la psychologie de l'adolescence – cette science, naissante à la fin du siècle, revient en partie sur l'image négative de cet âge et formule des principes pédagogiques moins autoritaires ; elle est enfin, sans aucun doute, le fruit de l'expérience de l'adolescence et du constat de la faillite du régime scolaire, officiellement formulé par Léopold Faye : il s'agit bien de désarmer la sociabilité adolescente, en la valorisant.

- 72 À la fin du siècle, la révolte n'est plus le seul moyen d'expression des lycéens et l'exutoire de la violence collective ne semble plus nécessaire. La pacification des lycéens doit-elle, dès lors, être inscrite au crédit de l'œuvre scolaire de la Troisième République ? Sans doute. Mais les révoltes adolescentes dépassent désormais le cadre du collège et du lycée... comme l'âge adolescent, dont la définition et les représentations échappent à la fin du siècle aux limites de la bourgeoisie pour s'étendre à l'ensemble de la classe d'âge. La criminalité adolescente, personnifiée notamment par « l'apache », prend le relais, suscitant au tournant des deux siècles une floraison discursive et une émotion publique, qui ne furent même jamais atteintes pour les désordres lycéens.

NOTES

1. Voir l'article « Jeunesse » d'Émile Copfermann dans le tome 13 de l'*Encyclopedia Universalis*.
2. A. Coutin : *Huit siècles de violence au quartier latin*, Paris, Stock, 1969.
3. B. Urien-Causse : « La Violence des jeunes dans l'ancienne France », *L'Histoire*, février 1980.
4. Sur les fondements de cette thématique, voir O. Galland : *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Colin, collection U, 1991, p. 25 et Michelle Perrot : « Approche historique », *Adolescence et violences*, Journées d'études de L'ANPASE, Versailles, 26-28 octobre 1983 et « La peur de la jeunesse au XIX^e siècle », *Le Groupe familial*, octobre-décembre 1986, n° 113, p. 5.
5. François Mentré : *Les Générations sociales*, Paris, Éd. Bossard, 1920, pp. 420-435.
6. Olivier Galland : *Sociologie de la jeunesse*, op. cit., p. 27.
7. Achille Gournot : *Essai sur la jeunesse contemporaine*, Paris, Hetzel, 1863, pp. 70-71.
8. Opinion rapportée par Paul Gerbod : *La Condition universitaire en France au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1965, p. 386.
9. Jean-Claude Caron : *Générations romantiques. Les étudiants de Paris et le Quartier Latin (1814-1851)*, Paris, A. Colin, 1991, p. 399.

10. Voir Agnès Thiercé : « Pacifier l'adolescence. Les choix des années 1890 », *Adolescence*, 1998, 16, n° 1, pp. 259-268.
11. Victor de Laprade : *L'École homicide. Plaidoyer pour l'enfance*, Paris, Didier, 1868, p. 9.
12. C'est, avec la puberté et un encadrement spécifique, l'une des trois conditions d'existence – autrement dit de repérage et de définition – de l'adolescence au XIX^e siècle. Jusqu'au tournant des deux siècles, seuls les garçons de la bourgeoisie remplissent ces conditions, la majeure partie de la classe d'âge restant exclue de l'adolescence. Voir Agnès Thiercé : *Histoire de l'adolescence (1850-1914)*, Paris, Belin, 1999.
13. Jean-Jacques Rousseau : *Émile ou de l'éducation* (1762) rééd., Garnier Flammarion, 1966, p. 274.
14. Abbé Collard : *La Religion dans les collèges*, Paris, J. Lecoffre, 1850, pp. 88-89.
15. Ferdinand Gache : *L'Enseignement de la morale et le collège*, Paris, Fischbacher, 1907, pp. 56-57.
16. Dr Maurice Boigey : *Introduction à la médecine des passions*, Paris, Alcan, 1914, pp. 10-11.
17. Paul Gaultier : *L'Adolescent*, Paris, Librairie Bloud et Gay, 1914, p. 36.
18. Antonio Marro : *La Puberté chez l'homme et chez la femme étudiée dans ses rapports avec l'anthropologie, la psychiatrie, la pédagogie et la sociologie*, Paris, Schleicher Frères éditeurs, librairie C. Reinwald, Bibliothèque des sciences anthropologiques, 1902.
19. Henri Gras : *Famille et collège, leur rôle dans l'éducation*, Paris, Sarlit, 1861, p. 288.
20. *L'Âme de l'adolescent*, F. Alcan, 1909, rééd. PUF, 1954, p. 111.
21. M. Debesse : *La Crise d'originalité juvénile*, PUF, 1948, pp. 27-28 ; René Fau, Jean Boucharlat : *Les Groupes d'enfants et d'adolescents*, Paris, PUF, 1973, p. 49.
22. Notamment Gérard Vincent : *Le Peuple lycéen. Enquête sur les élèves de l'enseignement secondaire*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 33-41. Il insiste sur la dépendance économique et sur les interdits sexuels ; P. Mayol : « Approche socio-culturelle du conflit de génération », *Projet*, n° 144, avril 1980, pp. 439-451 ; Jos Van Ussel : *Histoire de la répression sexuelle*, Paris, R. Laffont, 1972, pp. 152-154 ; Alfred Sauvy : *La Révolte des jeunes*, Paris, Calmann Levy, 1970, pp. 78-79.
23. En 1819, les collégiens rennais rédigent une véritable charte de solidarité sous le nom d'« association des bons enfants » stipulant notamment : « Nous nous engageons à nous protéger les uns les autres soit au lycée, soit ailleurs ». F17/7289, dossier sur la révolte de Rennes.
24. Rapport au recteur, le 15 mars 1870, F17/7291.
25. Le licenciement est un renvoi collectif provisoire.
26. Revendication citée dans le rapport du principal à l'inspecteur, le 22 novembre 1882, F17/7292.
27. F17/7287.
28. La presse, les externes et les correspondances d'élèves sont les grandes voies de la publicité des révoltes, et, partant, de contagion.
29. Ils sont répertoriés aux Archives nationales principalement sous les cotes F17/7287 à 7294.
30. L'hymne est interdit jusqu'à la déclaration de guerre de 1870.
31. C'est-à-dire dans le sens inverse à celui ordonné.
32. Rapport général sur les faits qui ont eu lieu au lycée de Tarbes du samedi 14 mai au lundi 16 mai 1870. Le proviseur à l'inspecteur le 25 mai 1870, F17/7291.
33. L'inspecteur d'académie au ministre de l'Instruction publique, le 12 mai 1875, F17/7291.
34. Lettre des élèves de la première étude au proviseur, sans date, dans le dossier sur la mutinerie de janvier 1873, F17/7290. Elle est close par les signatures de chaque élève, disposées en rond afin d'éviter la désignation d'un meneur.
35. Rapport du recteur de l'académie de Dijon au ministre de l'Instruction publique, le 30 novembre 1874, F17/7290.
36. Même violence à Agen dans la nuit du 13 au 14 février 1876 et l'année suivante à Bourges.
37. Le proviseur à l'inspecteur, le 14 février 1870. F17/7291.
38. Henri Boiraud : *Contribution à l'étude historique des congés et des vacances scolaires en France du Moyen-Âge à 1914*, Paris, Vrin, 1971.

39. Le directeur au ministre, le 16 février 1870. AJ 16/398.
40. *Les Idées politiques des lycéens au siècle dernier. Discours à la distribution des prix du lycée Ampère le 30 juillet 1904*, pp. 3-4.
41. *Histoire de l'enseignement secondaire en France*, Paris, Payot, 1921, pp. 51-52.
42. F17/7644.
43. *Les Écoles, lycées, collèges, bibliothèques ; l'enseignement public à Paris*, Paris, Laurens, 1913, p. 78.
44. Jean-Paul Sartre : *L'Idiot de la famille. Gustave Flaubert de 1821 à 1857*, Paris, Gallimard, 1971-1972, t. 2, pp. 1331-1336.
45. Rapports du proviseur au recteur, de l'inspecteur d'académie et du recteur au ministre. F17/7291.
46. Sur la perméabilité des espaces clos aux événements extérieurs, voir l'article de Michelle Perrot dans *L'Impossible prison. Recherches sur le système disciplinaire au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1980, pp. 277-307.
47. Maurice Donnay : *Le Lycée Louis-le-Grand*, Paris, Gallimard, 1939, p. 71 ; André Chaumeix : *Le Lycée Henri IV*, Paris, Gallimard, 1936, pp. 59-60 ; Paul Gerbod : *La Vie quotidienne dans les lycées et les collèges en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1968, p. 215.
48. Jean Poirier : « Lycéens d'il y a cent ans. 1814-1815 », *Revue internationale de l'enseignement*, 1914, t. 1, pp. 174-188.
49. Jean-Paul Sartre retrace les troubles à Rouen dans *L'Idiot de la famille. Gustave Flaubert de 1821 à 1857*, op. cit., t. 2, pp. 1331-1336, F. Chon ceux du collège Charlemagne, Augustin Challomel du lycée Henri IV. Dans sa pension, affirme ce dernier, la révolution fut littéraire plus que politique : les élèves s'enflammèrent pour la jeune littérature. F. Chon : *Impressions et souvenirs 1812-1872*, Lille, Danel, 1892, pp. 131-152. Augustin Challomel : *Souvenirs d'un hugolâtre. La génération de 1830*, Paris, Lévy, 1885, pp. 20-22.
50. André Coutin : *Huit siècles de violence au Quartier latin*, op. cit., p. 227.
51. Paul Gerbod : *La Vie quotidienne...*, op. cit., p. 215..
52. Henri Dabot : *Lettres d'un lycéen et d'un étudiant de 1847 à 1854*, 2e éd., Paris, Péronne, 1900, p. 14.
53. Jules Vallès : *La Rue* (1866), rééd., Paris, Les Éditions français réunis, 1969, p. 279.
54. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*, Paris, Calmann-Lévy, 1878, t. 2, ch. XX ; Georges Weill : *Histoire de l'enseignement secondaire en France*, Paris, Payot, 1921, p. 116.
55. F17/7647. Lettre au ministre, sans date, dossier de 1848.
56. AJ 16/57.
57. Et transmises par le proviseur au ministre le 16 mars 1848. F17/7657.
58. *Lycéens révoltés, étudiants révolutionnaires au XIX^e siècle*, Paris, Éditions du Temps, 1969.
59. *L'Opinion et la foule*, 1901, p. 31 cité par Louis Mazoyer : « Catégories d'âge et groupes sociaux. Les jeunes générations françaises de 1830 », *Annales d'histoire économique et sociale*, t. X, 1938, p. 414.
60. La rue désigne aussi les cafés, théâtres, bals, etc., ou encore les funérailles, lieux et occasions dont Jean-Claude Caron a montré l'importance dans les modes de contestation des étudiants. *Généralisations romantiques...*, op. cit., pp. 145-161 et pp. 279-285.
61. En 1819, les lycées – Louis-le-Grand à Paris puis Versailles, Nantes, Montpellier, Rennes, Bordeaux, etc. – sont secoués par une vague de révoltes s'opposant à la « dévotion » du régime. Les désordres étudiants – liés à l'affaire de la suspension de Bavoux, professeur à la faculté de droit, et à l'agitation de la loi électorale – sont postérieurs. Voir A.B. Spitzer : *The French generation of 1820*, New-Jersey, Princeton University Press, 1987, pp. 35-42 et aux Archives nationales : F17/7644, F17/7287, BB 18/988.
62. Parfois seulement : étudiants et lycéens n'adhèrent pas toujours aux mêmes idées ou aux mêmes hommes. Ainsi, au culte voué à l'Empereur par les lycéens du début du siècle répondait un bonapartisme beaucoup plus mitigé chez les étudiants, du fait de la conscription notamment. De manière plus générale, la diversité des tendances chez les étudiants révèle une politisation moins

superficielle : dans la seconde moitié du siècle, les lycéens sont républicains, les étudiants précisent leur option en s'orientant fortement vers le socialisme, d'autres préférant l'anarchisme.

63. F17/7289.

64. F17/7289.

65. Cité par Jérôme Quellien : « Être élève au collège-lycée de Coutances au XIX^e siècle », *Revue du département de la Manche*, t. 26, n° 104, octobre 1984, pp. 54-55.

66. Jules Vallès : *La Lettre de Junius*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. 1 : *Œuvres* (1857-1870), p. 133.

67. Paul Gerbod : *La Vie quotidienne...*, op. cit., p. 215. Georges Weill : *Histoire de l'enseignement secondaire en France*, op. cit., p. 117.

68. *L'Émancipation* (Toulouse), 26 janvier 1870, p. 3.

69. Le proviseur au recteur le 20 janvier 1870. F17/7290.

70. Rapport du recteur au ministre le 24 janvier 1870. F17/7290.

71. Rapport général sur les révoltes de 1870 et l'inspecteur de l'académie de Rennes au recteur le 5 février 1870. F17/7291.

72. F17/7289.

73. Cette dernière sanction n'est infligée qu'au cours de trois révoltes.

74. Par exemple, le 13 décembre 1863 au lycée d'Orléans ou à Bastia, en février 1872.

75. Il est vrai que le vice-recteur les soupçonne – pourquoi ? – d'avoir eu le projet de tuer leur maître d'études.

76. Six barricades sur treize sont ainsi réglées, et six interventions policières sur dix font suite à des barricades.

77. Rapport du proviseur au recteur le 22 février 1870 et rapport de l'inspecteur d'académie au recteur le 22 février 1870. F17/7291.

78. Rapport du recteur au ministre le 28 février 1870. F17/7290.

79. Rapport du recteur au ministre le 2 mars 1870. F17/7290.

80. Rapport du recteur au ministre le 1^{er} mars 1870. F17/7290.

81. BB 30/359 dossier 2 : rapports du procureur général au Garde des Sceaux, les 6 et 7 juin, 14 juillet et 12 novembre 1849.

82. Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Bastia le 24 décembre 1874, pièce au dossier F17/7290.

83. En février 1870, les élèves du lycée Napoléon ayant formulé au cours de leur révolte des plaintes quant à la nourriture, une inspection alimentaire est ordonnée ; en novembre 1871, à l'occasion de la restauration de la façade du lycée Condorcet, anciennement lycée Bonaparte, les emblèmes impériaux – l'aigle et deux N couronnés sculptés – marquant l'époque de la construction du bâtiment sont mis à découvert. Les élèves de mathématiques spéciales et élémentaires manifestent dans la rue pour qu'ils soient ôtés, chantant sur l'air des lampions : « À bas l'N ! À bas l'N ! ». Le recteur charge l'architecte de camoufler les emblèmes : le calme est rétabli. F17/7291.

84. Le recteur au ministre le 12 juillet 1878. F17/7290.

85. Jules Rochard : *L'Éducation de nos fils*, Paris, Hachette, 1890, p. 217.

86. Rapport du proviseur du lycée de Nevers au recteur le 23 novembre 1874. F17/7290.

87. Rapport du proviseur au recteur le 26 octobre 1856. AJ 16/450.

88. L'inspecteur d'académie au recteur le 1^{er} mars 1870. F17/7291.

89. Le proviseur au recteur le 28 février 1870. AJ16/427.

90. Voir le rapport du recteur au ministre lors de l'insurrection de Nevers en février 1870, cité plus haut.

91. Éditorial du premier numéro du 20 mai 1848 et article sur les « Désordres au lycée Corneille » dans le n° 16, de janvier 1849, p. 3.

92. *Notes sur l'administration d'un lycée*, Angers, Imprimerie-librairie Germain et Grassin, 1881, pp. 10-11.
93. Roger-Henri Guerrand affirme, dans *Lycéens révoltés. Étudiants révolutionnaires*, que la révolte est le seul. Nous verrons que les lycéens se dotent d'autres moyens d'expression : la presse, les congrès.
94. Abbé Hyvrier : *Des écueils du jeune homme à son entrée dans le monde. Premier écueil : l'esprit d'indépendance*, Discours prononcé à l'institution des Chartreux le 9 août 1858, Lyon, Vingtrinier, 1858, p. 10.
95. Abbé Masson : *Le Miroir des collèges ou les vices effrayants de l'éducation universitaire sous le triple rapport du physique, de l'intelligence et du moral*, Paris, Jacques Lecoffre, 1847, pp. 383-385.
96. Lettre du 26 mars 1882. F17/7293.
97. Notamment *Le Rappel* du 31 mars 1882, *Le Voltaire* du 31 mars 1882. *La Justice* du 30 mars 1882 publie la lettre d'un « républicain libre-penseur » prétendant parler au nom des élèves, désireux de chasser Dieu du lycée ; *Le Télégraphe* du 4 avril 1882 dénonce un faux, visant à ridiculiser la liberté de pensée dans les lycées.
98. *La Souveraineté du Peuple*, n° du 30 mars 1882, article signé E.P.
99. » La discipline universitaire sous la République », *Le Moniteur Universel*, le 1er avril 1882.
100. Rapport du 13 mars au recteur et rapport du 14 mars adressé au vice-recteur. F17/7294.
101. Rapport de la préfecture de police au ministre de l'Intérieur le 13 mars 1883. Archives de la Préfecture de police : BA 92 n° 72.
102. Paul Alexis : « Aux potaches », *Le Réveil*, 18 mars 1883, p. 1.
103. Jean Frolo : « Les lycéens révoltés », *Le Petit Parisien*, 16 mars 1883.
104. Ministre de l'Instruction dans le ministère Gambetta (novembre 1881-janvier 1882).
105. Parlementaire de la gauche radicale, élu des Pyrénées.
106. Ladiane : « La Révolte de Louis-le-Grand », *Le Clairon*, 14 mars 1883. *La Paix* du 15 mars 1883 refuse d'y voir une gaminerie, les mutins étant « des jeunes gens qui sont déjà arrivés à l'âge où l'on commence à être responsable de ce que l'on fait ».
107. « La révolte du lycée Louis-le-Grand », *Le Figaro*, 15 mars 1883.
108. Paul Bert : « La Révolte du lycée Louis-le-Grand », *La Petite République française*, p. 1.
109. Notamment Georges Grison dans *Le Figaro* du 14 mars 1883 ; Auguste Vacquerie : « Les Insurgés de Louis-le-Grand », *Le Rappel*, 21 mars 1883 ; Ch. L. : « Départ de M. Gidel », *Le Paris*, 29 mars 1883.
110. Notamment *La République radicale* du 31 mars 1883, *Le Constitutionnel* du 14 mars 1883, *La France nouvelle* du 30 mars 1883.
111. Octave Gréard : *L'Esprit de discipline dans l'éducation*, Paris, Delalain, 1883, pp. 1-2.
112. Circulaire de Léopold Faye, ministre de l'Instruction publique, le 28 mars 1888.
113. Arrêté du 12 juin 1890 et circulaire du 7 juillet 1890.

INDEX

Index géographique : France

Index chronologique : XIXe siècle

Mots-clés : adolescence, lycéen, révolte scolaire, violence, enseignement secondaire

AUTEUR

AGNÈS THIERCÉ

Docteur en histoire